

réflexion

Le plus beau métier du monde*

C'est ainsi que le Pr Alain Golay qualifiait notre profession devant ses collègues nouvellement diplômés de la Faculté de médecine, ce samedi 23 janvier. Et d'ajouter combien la médecine est exigeante. La première année réussie, relevait avec une pointe d'humour le représentant de la volée, les étudiants ont découvert qu'ils devraient encore travailler dur jusqu'à l'obtention du diplôme de médecin... qui donne accès à la formation postgraduée. J'y ajouterai la formation continue... et perpétuelle.

Elle fait plaisir à voir, cette énergie intacte, prête à porter la médecine vers de nouveaux sommets, au service du patient. Nous y retrouvons notre ferveur de jeunes médecins qu'un rien peut encore réanimer. Difficile cependant de ne pas jouer les Cassandra auprès de nos jeunes et fringants diplômés animés par une vision plus fraîche que le vieux crabe qui vous écrit.

Il faudrait leur parler de l'ambiguïté avec laquelle ils seront reçus. D'abord une attente sans limites, parfois avec l'exigence que tout problème de santé soit résolu sur le champ comme si nous avions reçu le pouvoir de tout réparer, et même de rendre réparable ce qui




ne l'est pas. Puis la reconnaissance des patients, notre baume régénérateur. Et finalement les reproches concernant les coûts de la santé. Les médecins n'en sont-ils pas responsables? Ce sont eux qui savent, eux qui prescrivent, qui opèrent et exercent sur le système de santé leur action dispendieuse. Il faut ainsi les mettre sous contrôle afin de *juguler* les coûts de la santé. Le politique n'en doute plus.

La première étape a été de contrôler les prix de l'ensemble du secteur ambulatoire en étendant la protection tarifaire à tous. L'accès universel aux soins le justifiait. La majorité des médecins y a donc été favorable. La suivante a été l'introduction d'un système tarifaire uniforme verrouillé, puis d'instituer une *neutralité des coûts* à l'introduction de Tarmed. La mesure était transitoire, destinée à assurer un changement de tarif en douceur, mais l'occasion était trop belle. On s'est empressé d'en faire une nouvelle norme selon laquelle les coûts par assuré ne devraient plus augmenter, du moins par plus que les coûts de la vie. Qui a décrété cela? Les assureurs maladie avec le soutien sans faille du Surveillant des prix et des autorités politiques. Ainsi,

toute augmentation du volume de soins se traduirait par une diminution de la valeur du point.

Et voilà en somme le message de nos autorités: soignez moins et vous survivrez. Vous préférez satisfaire la demande de vos patients? Vous en paierez le prix. Car l'avis des experts est clair: la demande est bien supérieure au besoin réel et il faut la contenir. Devant la pression des coûts hospitaliers, la parade des hôpitaux a consisté à transférer une partie de leur activité vers l'ambulatoire. Et les coûts d'hospitalisation baissent, bravo! Mais l'ambulatoire gonfle et la mesure atteint ses limites. Je pense aux médecins de famille qui m'ont raconté quelques histoires de petits vieux renvoyés à la maison à peine valides. De notre côté, nous résistons encore à envoyer à l'hôpital les patients qui font exploser notre *indice ANOVA* par lequel Santésuisse traque les médecins dispendieux. Quelle erreur!

Vous avez apprécié l'épisode de la valeur du point baissée à 0.96 franc par l'autorité en 2006 (le calcul de neutralité des coûts l'établissait à 1.03 franc). C'est que le surveillant des prix ne calcule pas comme les banquiers: il est chargé de faire baisser les coûts. Un point c'est tout. Alors vous allez apprécier la dernière proposition de Santésuisse. Nous avons pris acte de la valeur inique imposée dès 2006. Mais nous estimons dès lors que les prix – donc la valeur du point – doivent être



adaptés à l'index des salaires et des biens et services, ce qui correspond à la réalité économique d'un cabinet. Le calcul aboutit à 1.05 franc pour l'année 2010. Santésuisse persiste en revanche dans sa méthode et conclut à 0.87 franc soit une baisse de 9 centimes. Elle compte sans doute sur le soutien indéfectible du Surveillant des prix puisque son but est de *juguler les coûts de la santé*... et finalement de faire disparaître les médecins indépendants. Ce ne sont donc pas des centimes, mais un abîme qui nous sépare.

Jeunes confrères fraîchement diplômés, c'est sur vous que nous comptons pour être soignés demain et pour défendre notre noble profession. Mais sachez que vous serez confrontés à bien des déconvenues, dont le mépris avec lequel l'autorité peut vous traiter au seul motif que vous exercez votre métier avec conscience et dévouement. Mais sans doute l'avez-vous déjà compris, ce qu'on nous proposera bientôt, c'est d'être les employés d'un système de soins anonyme. Alors, votre rêve sera peut-être d'être fonctionnaire...

Dr Pierre-Alain Schneider

Président de l'Association des Médecins
du canton de Genève
Rue Micheli-du-Crest 12, 1205 Genève

* Cet article a été publié dans la Lettre de l'AMG n°1 de janvier-février 2010.